



Rapport Annuel Groupe 2024

MIRABAUD.COM

MIRABAUD

Accountable for generations



Sommaire

02

Rapport
d'activité

03

Gouvernance

04

Structure du Groupe
Mirabaud

08

Conseils
d'administration

14

Bilan

16

Compte de
résultat

20

Annexe aux comptes
consolidés

29

Informations relatives
au bilan

50

Informations relatives aux
opérations hors bilan

52

Informations relatives au
compte de résultat

58

Risques

68

Rapport de l'organe
de révision

Rapport d'activité

Le Groupe a enregistré une croissance de 7% de ses actifs sous gestion, portant le total à CHF 32.3 milliards à fin décembre 2024 (CHF 30.2 milliards en 2023), soutenue en particulier par la hausse des marchés en 2024 et de bonnes performances de gestion. Son positionnement en matière d'allocation d'actifs a permis de tirer pleinement parti de l'excellente tenue des bourses américaines en 2024 et des produits alternatifs tels que l'or et les Hedge Funds. Le Groupe a, par ailleurs, bénéficié d'une tendance particulièrement dynamique en Europe avec une collecte nette positive tout au long de l'année auprès de ses Clients privés.

Les revenus du Groupe s'élèvent à CHF 282.2 millions (CHF 309.9 millions en 2023) portés notamment par de solides résultats des opérations de commissions de CHF 199.3 millions (CHF 194.2 millions en 2023) et des opérations de négoce de CHF 23.2 millions (CHF 27.1 millions en 2023), reflet de la bonne santé des cœurs de métier du Groupe Mirabaud – le wealth management et l'asset management. La marge d'intérêts se replie à CHF 47.4 millions (CHF 71.9 millions en 2023), sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt.

Les charges d'exploitation sont stables à CHF 248.0 millions (CHF 248.3 millions en 2023). Elles correspondent à la poursuite des investissements massifs consentis par le Groupe dans le cadre de son plan pluriannuel de transformation complète de l'infrastructure technologique de son activité de wealth management, dont le déploiement simultané à travers quatre continents est prévu sur l'exercice 2025.

Ainsi, le bénéfice net du Groupe s'élève à CHF 20.5 millions sur l'année 2024 (CHF 31.3 millions en 2023), impacté non seulement par la baisse de la marge d'intérêts mais aussi par des charges exceptionnelles, liées à l'arrêt de l'activité de brokerage du Groupe en septembre 2024.

Avec un bilan consolidé totalisant CHF 1.9 milliard, Mirabaud s'appuie sur une structure financière solide et équilibrée, essentiellement constituée de dépôts de la clientèle au passif. Quant aux actifs, ils sont en majorité déposés auprès de la Banque Nationale Suisse ou sont investis en obligations d'Etat à court terme notées dans les meilleures catégories, gage de liquidité et de sécurité.

Au 31 décembre 2024, le Groupe affichait par ailleurs un common equity ratio Tier 1 de 21.5% et un ratio de liquidités à court terme (LCR) de 262%. Ces niveaux, nettement supérieurs aux exigences minimales requises par la FINMA et les accords Bâle III, traduisent la solidité financière du Groupe Mirabaud, dont le modèle d'affaires est basé sur la maîtrise des risques et l'investissement sur le long terme.

Le Collège des Associés

Gouvernance

Notre gouvernance est façonnée par la conviction, la passion, l'indépendance et la responsabilité, garantissant un succès durable et l'alignement sur les besoins de nos Clients et de nos parties prenantes. La responsabilité guide chacune de nos décisions, garantissant le respect des normes les plus élevées. En tant que société de personnes, nous avons toujours adopté le principe de la propriété partagée, tant au niveau de l'entreprise que dans la manière dont nous vivons nos valeurs. Cette structure nous permet de nous adapter tout en restant fidèles à nos principes et en gardant toujours une vision à long terme.

Depuis plus de 200 ans, la gouvernance familiale de Mirabaud est garante de stabilité, de confiance et de responsabilité. Guidés en particulier par la 7^e génération d'Associés, nous restons déterminés à nous aligner sur les intérêts de nos Clients et à stimuler l'innovation pour un avenir durable.

Découvrez comment nos valeurs et notre gouvernance façonnent un leadership responsable dans un monde en mutation.

« Chez Mirabaud, nous sommes fiers d'une riche tradition d'excellence, bâtie au fil des générations, tout en embrassant l'innovation pour façonner l'avenir de la banque privée et de la gestion d'actifs. »

Lionel Aeschlimann,
Associé gérant Senior

Structure du Groupe Mirabaud



La société holding de Mirabaud (Mirabaud SCA) est une société en commandite suisse (SCA), détenue et dirigée par les Associés gérants du Groupe, via une société de personnes, Mirabaud Partners & Cie. Ces derniers assument une responsabilité personnelle et illimitée au niveau de la holding, ce qui garantit un engagement profond et un alignement complet des intérêts avec ceux de nos Clients.

Le Groupe est en outre renforcé par des Associés commanditaires (Equity Partners) qui investissent dans le Groupe et occupent également des postes de direction clés dans différentes entités, stimulant l'innovation, la création de valeur et la performance dans tous les domaines de l'entreprise.

Associés gérants

Lionel Aeschlimann, Nicolas Mirabaud, Yves Mirabaud, Camille Vial



Mirabaud Partners & Cie – Equity Partners



Mirabaud SCA (Genève)

Holding - Stratégie du Groupe et surveillance consolidée

Administration – les Associés gérants

Organe de contrôle – Pierre Bongard, Sophie Maillard, François Sunier*, Bernard Vischer



Principales entités opérationnelles



Asset Management

Mirabaud Asset Management (Suisse) SA
Genève, Zurich

Mirabaud Asset Management Limited
Londres

Mirabaud Asset Management (Europe) SA
Luxembourg, Milan, Madrid

Mirabaud Asset Management (France) SAS
Paris

Wealth Management

Mirabaud & Cie SA
Genève, Zurich, Bâle

Mirabaud & Cie (Europe) SA
Luxembourg, Madrid, Barcelone, Séville, Valence, Londres, Paris

Mirabaud (Middle East) Limited
Dubai

Mirabaud Canada Inc.
Montréal

Mirabaud (Brasil) Representações LTDA
Mirabaud Investimentos LTDA
São Paulo

Mirabaud International Advisory (Uruguay) SA
Montevideo

* Jusqu'au 30 juin 2024

ASSOCIÉS GÉRANTS

La gouvernance du Groupe Mirabaud reflète son esprit d'entreprise et ses valeurs fondamentales, défendues par ses Associés gérants qui sont à la fois copropriétaires et gestionnaires. Pleinement investis dans la stratégie du Groupe, ils veillent à ce que les actifs des Clients soient gérés avec le même soin que les leurs, incarnant ainsi la confiance, la responsabilité et l'alignement des intérêts qui définissent Mirabaud depuis plus de 200 ans.



Changements en 2025: Depuis le 1^{er} janvier 2025, Lionel Aeschlimann, auparavant Associé gérant et responsable des activités d'asset management du Groupe depuis 2011, a été nommé Associé gérant Senior, succédant à Yves Mirabaud. Ce dernier quittera ses fonctions au sein du Groupe le 30 juin 2025.

EQUITY PARTNERS

Les Equity Partners sont à la fois des investisseurs et des dirigeants clés du Groupe. Ils occupent des fonctions de management au sein des différentes entités du Groupe et contribuent activement au développement stratégique et au succès à long terme de Mirabaud.

Présentation des Equity Partners du Groupe Mirabaud au 1^{er} janvier 2025*



Umberto Boccato



Louis Fauchier-Magnan



Thiago Frazao



Andrew Lake



François Leyss



Julien Meylan

* Anu Narula et Alain Baron ont exercé la fonction d'Equity Partners jusqu'au 30 novembre 2024 et 31 décembre 2024 respectivement.

Conseils d'administration

Le Conseil d'administration de chaque entité opérationnelle principale est l'organe directeur suprême chargé de superviser et d'organiser cette entité conformément aux lois applicables. Il détient des pouvoirs inaliénables conférés par la loi, les règlements et la mission de l'entreprise. Il veille au respect des cadres juridiques et guide l'orientation stratégique de l'entreprise. Le Conseil d'administration joue un rôle essentiel dans le maintien de la responsabilité, la prise de décisions clés et la garantie que l'organisation remplit ses objectifs de manière efficace et éthique.

Présentation de la composition des Conseils d'administration et organes équivalents de nos principales entités opérationnelles au 31 décembre 2024

MIRABAUD & CIE SA

Christophe Guillemot (*Président - Admin. indépendant*)

Lionel Aeschlimann (*Vice-président*)¹

Bruno Houdmont (*Admin. indépendant*)

Christina A. Pamberg (*Admin. indépendant*)¹⁻²

Natacha Anne Polli (*Admin. indépendant*)²

MIRABAUD & CIE (EUROPE) SA

Nicolas Mirabaud (*Président*)

Patrick Hauri

Sarah Khabirpour (*Admin. indépendant*)

Julien Meylan

MIRABAUD (MIDDLE EAST) LIMITED

Nicolas Mirabaud (*Président*)

Alain Baron

Patrick Hauri

Dr. Mahdi Mattar (*Admin. indépendant*)

Julien Meylan

MIRABAUD CANADA INC.

Yves Énard (*Président*)

Julie Drouin

Julien Meylan

Sylvain Racine

MIRABAUD (BRASIL) REPRESENTAÇÕES LTDA

Thiago Frazao (*Président*)

Fabio Kreplak

Alexandre Tadeu (*Admin. indépendant*)

MIRABAUD INVESTIMENTOS LTDA

Thiago Frazao (*Président du Comité de direction*)

MIRABAUD INTERNATIONAL ADVISORY (URUGUAY) SA

Thiago Frazao (*Président*)

Fabio Kreplak

MIRABAUD ASSET MANAGEMENT (SUISSE) SA

Christopher Fawcett (*Président - Admin. indépendant*)

Yvar Mentha (*Vice-président - Admin. indépendant*)

Lionel Aeschlimann

Thiago Frazao

Christina A. Pamberg (*Admin. indépendant*)

Camille Vial

MIRABAUD ASSET MANAGEMENT LIMITED

Christopher Fawcett (*Président - Admin. indépendant*)

Yvar Mentha (*Vice-président - Admin. indépendant*)

Lionel Aeschlimann

Thiago Frazao

Christina A. Pamberg (*Admin. indépendant*)

Camille Vial

MIRABAUD ASSET MANAGEMENT (EUROPE) SA

Lionel Aeschlimann (*Président*)

Pascal Leclerc (*Admin. indépendant*)

François Leyss

Jérôme Wigny (*Admin. indépendant*)

MIRABAUD ASSET MANAGEMENT (FRANCE) SAS

Raphaël Ducret (*Président du Comité de direction*)

¹ Composent le Comité de Nomination et de Rémunération du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie SA

² Composent le Comité d'Audit, des Risques et de Compliance du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie SA

BIOGRAPHIES

Lionel Aeschlimann

Lionel Aeschlimann est Senior Managing Partner de Mirabaud SCA, la société holding du Groupe. Il a rejoint Mirabaud & Cie SA en 2010 en tant que membre du Comité Exécutif. Auparavant, il était associé d'un cabinet d'avocats suisse, où il dirigeait la pratique bancaire et financière du cabinet. Avocat diplômé (Berne et Genève), il est titulaire d'un diplôme postgrade en droit européen (Séville) et d'un Master (LLM) en droit européen (Collège d'Europe, Bruges).

Lionel Aeschlimann est Vice-président du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie SA et membre du comité de nomination et de rémunération de Mirabaud & Cie SA. Il est également Président du Conseil d'administration de Mirabaud Asset Management (Europe) SA et membre des Conseils d'administration de Mirabaud Asset Management Limited et Mirabaud Asset Management (Suisse) SA.

Alain Baron

Alain Baron est membre du Conseil d'administration de Mirabaud (Middle East) Limited. Equity Partner du Groupe Mirabaud jusqu'au 31 décembre 2024, il était préalablement responsable de la région MENA au sein du groupe Mirabaud, avec plus de 20 ans d'expertise dans la gestion de fortune chez Mirabaud et à la Banque Nationale de Kuwait.

Umberto Boccato

Umberto Boccato est CEO de Mirabaud Asset Management depuis le 1^{er} janvier 2025. Il a rejoint le groupe Mirabaud en 2005, où il a assumé diverses fonctions liées aux investissements, notamment en tant que responsable des investissements chez Mirabaud Asset Management (MAM), avant de devenir Directeur général adjoint en 2020. Il est titulaire d'un Master of Business Administration de l'Université Loyola Marymount à Los Angeles.

Julie Drouin

Julie Drouin est la Directrice financière de Mirabaud Canada Inc. Auparavant, elle était Responsable de la surveillance chez PWC.

Julie Drouin est membre du Conseil d'administration de Mirabaud Canada Inc.

Raphaël Ducret

Raphaël Ducret est Directeur des opérations de Mirabaud Asset Management et membre de son Comité exécutif. Avant de rejoindre Mirabaud Asset Management en 2014, il a travaillé en tant qu'analyste chez Credit Agricole Private Banking Services, dans le pôle dédié aux solutions d'externalisation des processus opérationnels.

Il est le Président du Comité de direction de Mirabaud Asset Management (France) SAS.

Yves Érard

Yves Érard est Président du Conseil d'administration de Mirabaud Canada Inc. Il était, jusqu'en décembre 2022, Directeur des Investissements de Mirabaud Canada Inc. Avant de rejoindre le Groupe Mirabaud, Yves Érard a été Senior Vice-président au sein d'Unigestion SA.

Louis Fauchier-Magnan

Louis Fauchier-Magnan a rejoint Mirabaud en 2009 à Zurich dans la vente et le marketing pour Mirabaud Asset Management. Aujourd'hui, Louis Fauchier-Magnan est responsable des activités de gestion de fortune de Mirabaud & Cie SA en Suisse romande. Il est titulaire d'un Master en mathématiques de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL).

Christopher Fawcett

Christopher Fawcett est Président des Conseils d'administration de Mirabaud Asset Management (Suisse) SA et Mirabaud Asset Management Limited. Spécialiste des investissements alternatifs, il a travaillé chez Permal Investment Management en tant que Senior Investment Officer et co-fondé Fauchier Partners.

Thiago Frazao

Thiago Frazao est Equity Partner depuis 2019. Il a rejoint Mirabaud en 2011 et a rapidement mis en place les desks Brasil et Latam, qui sont depuis devenus des moteurs de croissance majeurs pour le groupe et ont ouvert des bureaux à Montevideo et Sao Paolo. Il est titulaire d'une licence de l'University College Dublin.

Thiago Frazao est également Président des Conseils d'administration de Mirabaud (Brasil) Representações Ltda et Mirabaud International Advisory (Uruguay) SA ainsi que membre des Conseils d'administration de Mirabaud Asset Management Limited et Mirabaud Asset Management (Suisse) SA. Il occupe la fonction de Président du Comité de direction de Mirabaud Investimentos LTDA.

Christophe Guillemot

Christophe Guillemot est Président du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie SA et conseiller de diverses sociétés financières. Il a occupé de nombreux postes de direction dont CFO mondial et CEO intérimaire de HSBC Global Private Banking et CFO mondial de JP Morgan Chase Private Banking.

Patrick Hauri

Patrick Hauri est Directeur des Risques du Groupe et membre du Comité exécutif de Mirabaud & Cie SA. Il a rejoint Mirabaud en tant que Responsable des projets stratégiques du Groupe. Il a préalablement occupé la fonction de Directeur des Risques du groupe Lombard Odier.

Patrick Hauri est également membre du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie (Europe) SA et Mirabaud (Middle East) Limited.

Bruno Houdmont

Bruno Houdmont est membre du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie SA. Il est administrateur de différentes autres entités (réglementées et non réglementées). Il a par ailleurs été ancien Directeur général de la Banque Degroof Petercam Luxembourg SA, Directeur général d'ING Bank Switzerland Ltd et membre du Conseil d'administration de la Bank of China.

Sarah Khabirpour

Sarah Khabirpour est membre du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie (Europe) SA. Elle est par ailleurs membre du Conseil d'administration d'ICBC Europe SA et de l'École Internationale de Luxembourg. Sarah Khabirpour a auparavant été Directrice de la Conformité de la Banque de Luxembourg et Présidente du Conseil d'administration de la Commission de surveillance du secteur financier.

Fabio Kreplak

Fabio Kreplak est Directeur général de Mirabaud International Advisory (Uruguay) S.A. Il a précédemment occupé les fonctions de Directeur général et membre du Conseil d'administration de Julius Baer Uruguay et Directeur exécutif chez UBS.

Fabio Kreplak est membre des Conseils d'administration de Mirabaud International Advisory (Uruguay) S.A et Mirabaud (Brasil) Representações LTDA.

Andrew Lake

Andrew Lake est CIO de Mirabaud Asset Management (MAM) et membre du Comité exécutif de MAM depuis janvier 2021. Il a rejoint le groupe Mirabaud en 2013 en tant que responsable du haut rendement et est devenu responsable des titres à revenu fixe en 2014. Il est titulaire d'une licence en histoire de l'Université de York, d'un MBA de la Booth School of Business de l'Université de Chicago et d'un diplôme de droit de la City University de Londres.

Pascal Leclerc

Pascal Leclerc est membre du Conseil d'administration de Mirabaud Asset Management (Europe) SA. Il est par ailleurs membre du Conseil d'administration d'Astorg Asset Management Sàrl (Private Equity) et ancien Managing Partner de Colony NorthStar Luxembourg Sàrl (Real Estate).

François Leyss

François Leyss a rejoint le groupe Mirabaud en mars 2012 en tant que COO de Mirabaud Asset Management. Depuis mars 2020, il est COO du Groupe Mirabaud. François Leyss est membre du Comité exécutif de Mirabaud & Cie SA. Il est expert-comptable et titulaire d'un Master of Business Administration de l'Université de Genève.

François Leyss est également membre du Conseil d'administration de Mirabaud Asset Management (Europe) SA.

Mahdi Mattar

Mahdi Mattar est membre du Conseil d'administration de Mirabaud (Middle East) Limited. Il est par ailleurs PDG d'Excella, une plateforme d'investissement dans l'éducation de premier plan dans le Conseil de coopération du Golfe (CCG) et conseille actuellement plusieurs groupes de capital-investissement sur leur stratégie d'investissement dans le CCG. Il a occupé préalablement la fonction de PDG de CAPM Investment.

Yvar Mentha

Yvar Mentha est Vice-président des Conseils d'administration de Mirabaud Asset Management (Suisse) SA et Mirabaud Asset Management Limited. Il occupait précédemment les fonctions de Responsable des activités de développement institutionnel chez Lombard Odier. Yvar Mentha est également membre du Conseil d'administration de BRP Bizzozero and Partners SA et conseiller en gouvernance auprès de la Fondation d'investissement IST.

Julien Meylan

Julien Meylan a rejoint Mirabaud en 2013 en tant que Directeur financier du groupe. En 2019, il est devenu membre du Comité exécutif de Mirabaud & Cie SA. Depuis le 1^{er} janvier 2025, il est nommé Equity Partner du Groupe. Julien Meylan est expert-comptable et titulaire d'un Master en sciences économiques de l'Université de Genève.

Julien Meylan est également membre des Conseils d'administration de Mirabaud & Cie (Europe) SA, Mirabaud (Middle East) Limited et Mirabaud Canada Inc.

Nicolas Mirabaud

Nicolas Mirabaud est Associé-gérant de Mirabaud SCA, la société holding du Groupe, et responsable de la gestion de fortune du groupe Mirabaud. Il est également membre du Comité Exécutif de Mirabaud & Cie SA et a rejoint le Groupe Mirabaud en 1999. Il est titulaire d'un MBA de la Central European University, d'un diplôme d'expert en finance et investissement de l'AZEK (CFPI) et d'une maîtrise en droit des affaires de l'Université de Paris X.

Nicolas Mirabaud est, par ailleurs, Président des Conseils d'administration de Mirabaud & Cie (Europe) SA et Mirabaud (Middle East) Limited.

Yves Mirabaud

Yves Mirabaud est Associé-gérant de Mirabaud SCA, la société holding du Groupe. Jusqu'au 31 décembre 2024, il était Senior Managing Partner de cette dernière. Au cours de sa brillante carrière dans le secteur bancaire, il a occupé des postes de direction clés au sein du groupe Mirabaud et a été auparavant Associé-gérant de Mirabaud & Cie SA à partir de 1996. Il est titulaire d'une licence de l'Institut universitaire de Hautes Études Internationales de Genève.

Christina A. Pamberg

Christina A. Pamberg est membre du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie SA, membre du Comité d'Audit, des Risques et de Compliance et Présidente du Comité de Nomination et de Rémunération de Mirabaud & Cie SA. Elle est également membre des Conseils d'administration de Mirabaud Asset Management (Suisse) SA et de Mirabaud Asset Management Limited. Elle est Associée gérante de Halcyon SA, Présidente du Conseil d'administration et de divers comités de la Banque Cantonale du Jura, et membre des Conseils d'administration de Deutsche Bank Suisse SA et d'Invest Europe. Elle a également occupé la fonction de Directrice de Kohlberg Kravis Roberts & Co. Ltd.

Natacha Anne Polli

Natacha Anne Polli est membre du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie SA et de son Comité d'Audit, des Risques et de Compliance. Elle exerce en tant que consultante indépendante, spécialisée dans la conformité et la gouvernance des entités opérant dans le secteur financier. Elle a notamment été membre du Comité exécutif de CA Indosuez (Suisse) SA. Elle est par ailleurs membre des Conseils d'administration de Société Générale Private Banking, Bordier & Cie et JBG Capital.

Sylvain Racine

Sylvain Racine est le CEO de Mirabaud Canada Inc. Il occupait précédemment la fonction de Directeur des Risques et de la Conformité de Mirabaud Canada Inc. Il est un ancien Directeur de diverses institutions financières, dont la Banque Nationale du Canada.

Il est membre du Conseil d'administration de Mirabaud Canada Inc.

Alexandre Tadeu

Alexandre Tadeu est membre du Conseil d'administration de Mirabaud (Brasil) Representações LTDA. Il est par ailleurs le fondateur de Bicalho Navarro Advogados (2000), un membre effectif du Conseil juridique de SindusCon-SP depuis 2000 et un membre du Conseil délibératif du CRC-USP - Centre de résolution des conflits de Poli/USP. Il est, en outre, auteur du livre «Fiscalité des opérations immobilières» (Ed. Quartier Latin, 1^{ère} édition).

Camille Vial

Camille Vial est Associée-gérante de Mirabaud SCA, la société holding du Groupe et Présidente du Comité exécutif de Mirabaud & Cie SA. Elle est titulaire d'un Master en mathématiques de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL).

Camille Vial est également membre des Conseils d'administration de Mirabaud Asset Management (Suisse) SA et Mirabaud Asset Management Limited.

Jérôme Wigny

Jérôme Wigny est membre du Conseil d'administration de Mirabaud Asset Management (Europe) SA. Avocat disposant d'une grande expérience dans le domaine des fonds d'investissement, il est Associé d'Elvinger Hoss Prussen depuis 2001.

BILAN

CHF

Actifs

	31.12.2024	31.12.2023
Liquidités	458 894 790	514 669 753
Créances sur les banques	178 608 520	85 589 257
Créances résultant d'opérations de financement de titres	170 000 000	250 000 000
Créances sur la clientèle	510 011 598	680 483 370
Créances hypothécaires	–	–
Opérations de négoce	–	–
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	21 142 126	19 966 870
Immobilisations financières	374 813 059	395 701 833
Comptes de régularisation	29 734 584	51 956 405
Participations non consolidées	1 509 218	1 479 222
Immobilisations corporelles	189 679 487	170 256 464
Valeurs immatérielles	–	–
Autres actifs	11 875 678	14 299 489
Total des actifs	1 946 269 060	2 184 402 663
Total des créances subordonnées	–	–

Passifs

	31.12.2024	31.12.2023
Engagements envers les banques	40 336 842	4 623 420
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1 548 090 053	1 785 353 499
Engagements résultant d'opérations de négoce	–	–
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	16 320 664	21 465 289
Comptes de régularisation	71 966 174	94 598 697
Autres passifs	12 075 151	15 894 231
Provisions	7 816 710	11 061 080
Réserve pour risques bancaires généraux	51 820 000	51 820 000
Capital social	164 095 246	163 027 665
Réserve issue du bénéfice	26 360 127	22 964 567
Réserve de change	-13 140 379	-17 746 931
Bénéfice consolidé	20 528 472	31 341 146
Total des passifs	1 946 269 060	2 184 402 663
Total des engagements de rang subordonné	–	–

OPÉRATIONS HORS BILAN

CHF

	31.12.2024	31.12.2023
Engagements conditionnels	112 769 861	116 640 378
Engagements irrévocables	3 953 643	4 477 456
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	37 378 696	30 914 747
Crédits par engagement	–	–

COMPTE DE RÉSULTAT

CHF

	2024	2023
Produit des intérêts et des escomptes	62 115 281	70 618 542
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	3 833 850	3 487 115
Charges d'intérêts	-16 215 261	-3 203 725
Résultat brut des opérations d'intérêts	49 733 870	70 901 932
Variation des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	-2 352 998	1 029 617
Résultat net des opérations d'intérêts	47 380 872	71 931 549
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement	222 557 869	219 000 357
Produit des commissions sur les opérations de crédit	922 468	901 003
Produit des commissions sur les autres prestations de service	4 505 054	4 155 218
Charges de commissions	-28 696 365	-29 825 360
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	199 289 026	194 231 218
Résultat des opérations de négoce	23 197 362	27 153 802
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	8 783 278	8 746 623
Produit des participations non consolidées	1 326 569	5 365 547
Résultat des immeubles	-21 589	259 344
Autres produits ordinaires	2 406 109	2 214 058
Autres charges ordinaires	-119 279	-37 417
Autres résultats ordinaires	12 375 088	16 548 155
Charges de personnel	-168 328 704	-167 573 381
Autres charges d'exploitation	-79 705 058	-80 751 674
Charges d'exploitation	-248 033 762	-248 325 055
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	-10 163 657	-11 170 817
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	2 977 488	-8 012 883
Résultat opérationnel	27 022 417	42 355 969
Produits extraordinaires	-	5 363
Charges extraordinaires	-	-20 268
Impôts	-6 493 945	-5 999 918
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	-	-5 000 000
Bénéfice consolidé	20 528 472	31 341 146

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

CHF

	2024		2023	
	Sources	Emplois	Sources	Emplois
Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne)				
Bénéfice consolidé de l'exercice	20 528 472	–	31 341 146	–
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	–	10 163 657	–	11 170 817
Provisions et autres corrections de valeur	–	3 244 370	–	9 793 667
Variation des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes	2 352 998	–	-1 029 617	–
Comptes de régularisation actifs	22 221 821	–	19 182 366	–
Comptes de régularisation passifs	–	22 632 523	–	16 416 769
Autres positions	–	1 395 269	5 000 000	21 214 370
Solde	45 103 291	37 435 819	54 493 895	58 595 623
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres				
Capital-actions / capital participation / capital de dotation, etc.	1 067 581	–	1 974 293	–
Ecritures par les réserves	–	23 339 034	–	35 572 111
Solde	1 067 581	23 339 034	1 974 293	35 572 111
Flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles				
Participations	–	29 996	–	882 702
Immeubles	–	–	–	–
Autres immobilisations corporelles	–	9 259 366	–	13 712 373
Solde	–	9 289 362	–	14 595 075
Flux de fonds de l'activité bancaire				
Opérations à moyen terme et long terme (>1 an)				
Créances sur les banques	–	–	–	–
Créances sur la clientèle	–	–	8 382 000	–
Immobilisations financières	100 631 000	–	43 193 000	–
Opérations à court terme (<1 an)				
Engagements envers les banques	–	-35 713 422	–	10 915 146
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	–	237 263 446	–	1 163 829 726
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	-1 175 256	5 144 625	5 846 115	2 542 452
Créances sur les banques	-93 019 263	–	10 840 905	–
Créances sur la clientèle	170 471 772	2 352 998	150 259 656	-1 029 617
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	–	–	–	–
Immobilisations financières	–	79 742 226	–	-288 497 265
Etat des liquidités				
Liquidités	135 774 963	–	721 533 387	–
Solde	312 683 216	288 789 873	940 055 063	887 760 442
Total	358 854 088	358 854 088	996 523 251	996 523 251

ETATS DES CAPITAUX PROPRES

CHF

	Comptes de capital								
	Apports des Associés indéfiniment responsables	Apports des Associés commanditaires	Intérêts minoritaires	Réserves issues du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Bénéfice consolidé	dont intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres au 31.12.2023	133 512 000	28 700 000	815 665	22 964 567	51 820 000	-17 746 931	31 341 146	270 586	251 406 447
Plan de participation des collaborateurs / inscription dans les réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements / apports / injections	5 082 000	-4 000 000	-14 419	3 395 560	-	-	-3 710 950	-	752 191
Différences de change	-	-	-	-	-	4 606 552	-	-	4 606 552
Dividendes et autres distributions	-	-	-	-	-	-	-27 630 196	-370 064	-27 630 196
Autres dotations / (prélèvements) affectant les autres réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bénéfice consolidé	-	-	-	-	-	-	20 528 472	-	20 528 472
Capitaux propres au 31.12.2024	138 594 000	24 700 000	801 246	26 360 127	51 820 000	-13 140 379	20 528 472	-99 478	249 663 466

Annexe aux comptes consolidés



ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2024



RAISON SOCIALE, FORME JURIDIQUE ET SIÈGE

Créée en 1819 à Genève, Mirabaud s'est développée pour constituer un groupe international comprenant Mirabaud SCA et les sociétés affiliées (ci-après «Le Groupe» ou «Mirabaud») comme détaillé dans les annexes.

Mirabaud propose à ses Clients des services financiers et des conseils personnalisés dans deux domaines d'activité : Wealth Management (gestion de portefeuille, conseils en investissements et services aux gérants de patrimoine indépendants) et Asset Management (gestion institutionnelle, gestion et distribution de fonds).

Le Groupe emploie en moyenne 749 personnes en 2024 (756 employés en moyenne en 2023).

PRINCIPES DE COMPTABILISATION ET D'ÉVALUATION

Principes généraux.

Les principes comptables et d'évaluation se conforment aux dispositions du code des obligations, de la législation bancaire, ainsi qu'aux directives de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

Le Groupe applique les prescriptions comptables pour les banques, les maisons de titres, les groupes et conglomérats financiers, transcrites dans l'ordonnance de la FINMA sur l'établissement et la présentation des comptes (OEPC-FINMA) entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et la circulaire 2020/1 de la FINMA.

Les comptes consolidés sont établis selon les prescriptions en vigueur en Suisse applicables aux comptes consolidés, en l'occurrence le principe de l'image fidèle.

Les comptes ont été établis selon l'hypothèse de la poursuite de l'activité. Les inscriptions au bilan sont fondées sur des valeurs de continuation.

Les principales méthodes comptables appliquées sont décrites ci-après.

Périmètre de consolidation et modifications.

Le périmètre de consolidation comprend l'ensemble des entités significatives contrôlées par les Associés, à travers Mirabaud Partners & Cie et Mirabaud SCA. En février 2024, Miracan & Co a été liquidée. La société Mirabaud Advisory (Uruguay) SA est entrée en liquidation en février 2024 et n'est plus consolidée au 31 décembre 2024. Les entités significatives, ainsi que les entités entrant dans le périmètre de consolidation en 2024, sont présentées en page 34 du présent rapport.

Méthode de consolidation.

Les sociétés directement ou indirectement contrôlées par le Groupe sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le capital est consolidé selon la méthode anglo-saxonne dite «purchase method».

Les transactions internes au Groupe, de même que les bénéfiques intragroupe, ont fait l'objet d'écritures d'élimination lors de l'établissement des comptes annuels consolidés.

Modifications des principes de comptabilisation et d'évaluation.

Aucun changement des principes de comptabilisation ou d'évaluation n'a eu lieu durant l'exercice 2024.

Principes de saisie des opérations.

Toutes les transactions conclues jusqu'à la date du bilan sont comptabilisées le jour de leur conclusion. L'inscription au bilan des transactions conclues au comptant mais non encore exécutées s'effectue selon le principe de la date de conclusion.

Compensation.

La compensation entre actifs et passifs ainsi que celle entre charges et produits sont en principe interdites à l'exception de celles spécifiquement autorisées par l'OEPC-FINMA.

Délimitation dans le temps.

Les produits et charges sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont acquis ou courus, ou qu'ils ou elles sont engagés, et enregistrés dans les comptes de l'exercice concerné, et non lors de leur encaissement ou de leur paiement.

Transactions en monnaies étrangères.

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes résultant du règlement de ces transactions

ainsi que de la conversion des actifs et passifs en monnaie étrangères au taux de change en vigueur à la clôture, sont comptabilisés au compte de résultat.

Conversion des monnaies étrangères dans les comptes du Groupe.

Pour la conversion en francs suisses des comptes annuels libellés en monnaies étrangères lors de la consolidation, les méthodes suivantes ont été retenues :

- Pour le bilan, le cours de clôture est appliqué, à l'exception des fonds propres qui sont réévalués aux cours historiques.
- Pour le compte de résultat, le cours moyen de l'exercice a été retenu.

Les différences de change en résultant sont comptabilisées dans le poste réserves de change (fonds propres), sans impact sur le compte de résultat.

Les taux de change utilisés pour la conversion en francs suisses des principales monnaies étrangères sont les suivants :

	2024		2023	
	Clôture	Moyen	Clôture	Moyen
USD	0.906	0.881	0.943	0.899
EUR	0.943	0.953	0.931	0.972
GBP	1.136	1.125	1.074	1.117
CAD	0.630	0.643	0.639	0.666

Liquidités, créances sur les banques.

Ces montants figurent au bilan à la valeur nominale ou à leur valeur d'acquisition, déduction faite des corrections de valeur individuels pour créances compromises. À la date de la présente clôture, les créances sur les banques ne comportent aucun risque particulier de perte.

Créances sur la clientèle et engagements conditionnels.

Les créances sur la clientèle sont portées au bilan à leur valeur nominale, déduction faite des corrections de valeur nécessaires.

Les créances douteuses sur la clientèle font l'objet d'une évaluation individuelle et le cas échéant d'une correction de valeur individuelle, qui est portée directement en déduction de cette rubrique, et qui équivaut à la partie de la créance qui n'est pas couverte par des sûretés, et ce dès l'instant où il apparaît que cette créance est compromise.

Opérations de négoce.

Les opérations de négoce sont évaluées et portées au bilan aux cours du marché à la date du bilan. Les gains et pertes de cours sont comptabilisés dans le résultat des opérations de négoce.

Immobilisations financières.

L'évaluation et l'enregistrement au bilan des titres de créance destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont effectués à la valeur d'acquisition compte tenu de la délimitation de l'agio ou du disagio (composantes du taux) sur la durée (« accrual method »).

Lorsque des immobilisations financières destinées à être conservées jusqu'à l'échéance sont aliénées avant l'échéance ou remboursées par anticipation, les bénéfices et pertes réalisés correspondant à la composante du taux ne sont pas immédiatement portés en compte de résultat mais sont délimités sur la durée d'échéance résiduelle de l'opération.

Chaque position est évaluée de manière individuelle, les titres de créance qui ne sont pas destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont évalués en appliquant le principe de la valeur la plus basse entre la valeur d'acquisition et la valeur du marché, conformé-

ment aux prescriptions comptables pour les banques.

Les modifications de valeur en lien avec le risque de défaillance sont enregistrées dans «Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts».

Comptes de régularisation.

Ces postes sont évalués selon les mêmes principes que ceux valables pour les créances, respectivement les engagements; ils sont délimités dans le temps.

Autres actifs, Autres passifs.

Ces postes sont évalués selon les mêmes principes que ceux valables pour les créances, respectivement les engagements.

Participations non consolidées.

Les participations financières figurent au bilan à leur valeur d'acquisition déduction faite des amortissements individuels dictés par les circonstances. Le Groupe examine à chaque date du bilan si la valeur des participations est dépréciée. Cet examen est effectué individuellement sur la base de signes donnant à penser que certains actifs pourraient avoir subi des pertes de valeur. S'il observe de tels signes, le Groupe détermine la valeur réalisable de chaque actif. Le Groupe n'exerce pas d'influence significative sur des participations non consolidées matérielles.

Immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles, comprenant les immeubles, les travaux d'aménagement et le mobilier, sont évaluées individuellement, portées au bilan à la valeur d'acquisition et amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilisation économique moyenne estimée.

Le système informatique bancaire ainsi que les autres applicatifs informatiques sont capitalisés

sur la base des coûts encourus pour les acquérir, les développer et les mettre en service. Les dépenses engagées dans la phase exploratoire et de planification ne sont pas capitalisées, mais enregistrées en charge. Ces frais sont amortis sur la base de la durée de vie utile prévue, à partir de la date de mise en service.

Une revue périodique est effectuée pour identifier d'éventuelles diminutions significatives de valeur ou un changement de la durée d'utilisation, et les amortissements exceptionnels nécessaires sont alors reconnus, repris, ou le cas échéant la durée résiduelle d'amortissement modifiée.

Les durées d'amortissement appliquées sont les suivantes, sans changement par rapport à l'exercice précédent :

Immeubles	50 ans
Travaux d'aménagement	7 ans
Mobilier	7 ans
Système informatique bancaire.....	15 ans
Autres applicatifs informatiques.....	3 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles....	3 à 10 ans

Opérations de financement de titres.

Des opérations de prise/mise en pension de titres dans le cadre de la gestion de la trésorerie sont effectuées («repo» et «reverse repo»).

Les échanges de liquidités ainsi que les intérêts courus sont enregistrés au bilan à la valeur nominale. Une écriture au bilan a uniquement lieu pour les titres dont la partie cédante transfère également économiquement le pouvoir de décision. Lors d'opérations de prêt, respectivement d'emprunt, de titres, les transactions dans lesquelles le Groupe agit en qualité de principal sont portées au bilan.

Au 31 décembre 2024, la valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors

de la conclusion d'une prise en pension est de CHF 170 millions (CHF 250 millions au 31 décembre 2023) tandis que la juste valeur des titres reçus en qualité de garantie est de CHF 171.5 millions (CHF 251.2 millions au 31 décembre 2023).

Valeurs de remplacement d'instruments financiers dérivés.

Des valeurs de remplacement des instruments financiers dérivés sont calculées et comptabilisées, pendant la durée résiduelle des contrats, pour prendre en compte le coût ou le gain qui résulterait d'une éventuelle défaillance de la contrepartie. Sont comptabilisées au bilan dans cette rubrique les valeurs de remplacement positives (à l'actif) et négatives (au passif) de l'ensemble des instruments financiers dérivés ouverts à la date du bilan résultant d'opérations pour compte propre et pour le compte de Clients, et ce indépendamment du traitement par le compte de résultat.

Provisions.

Une provision est reconnue dès lors qu'il existe un engagement probable, fondé sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains mais estimables de manière fiable.

Les opérations d'intérêts ne représentant pas plus du tiers des revenus du Groupe, au sens de l'art. 25 al. 1 let. c OEPC-FINMA, aucune correction de valeur pour risques de défaillance des créances non compromises n'a été constituée. Cette approche est par ailleurs soutenue par les mesures organisationnelles sur les crédits et par le dispositif de gestion des risques de crédits en place, et décrit ci-dessous.

En 2023, des provisions ont été utilisées en conséquence de la décision de la FINMA de juin 2023, publiée en septembre 2024.

Cette décision n'a dès lors pas eu d'impact comptable durant l'exercice 2024.

Réserves pour risques bancaires généraux.

Les réserves pour risques bancaires généraux font partie des fonds propres. Au 31 décembre 2024, de même qu'au 31 décembre 2023, elles n'ont pas supporté l'impôt.

Comptes de capital.

Les comptes de capital du Groupe Mirabaud comprennent les apports des Associés indéfiniment responsables et des Associés commanditaires dans Mirabaud Partners & Cie.

Impôts.

Le poste impôts du compte de résultat consolidé correspond aux impôts courants sur le bénéfice et le capital des sociétés du Groupe ainsi qu'aux impôts différés résultant des différences temporaires entre les comptes sociaux et les comptes consolidés.

Les impôts différés passifs sont présentés sous corrections de valeurs et provisions. Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d'impôt attendus.

Instruments financiers dérivés.

Les principes d'évaluation appliqués par le Groupe sur les instruments financiers dérivés pour le compte des Clients et retournés sur le marché sont les suivants :

- Les résultats de change réalisés et non réalisés provenant des opérations de négoce

sont comptabilisés dans la rubrique résultat des opérations de négoce.

- Les valeurs de remplacement présentées séparément au bilan correspondent à la valeur de marché des instruments financiers dérivés résultant d'opérations pour le compte de Clients et pour compte propre, ouvertes à la date du bilan. Elles sont présentées brutes.
- Les opérations sur options sont évaluées au prix du marché à la date du bilan, de même que les opérations à terme sur devises.

Les instruments financiers dérivés sont évalués sur la base des prix observables (sur les marchés). Le Groupe ne requiert pas l'utilisation de modèles d'évaluation pour les instruments financiers dérivés. Le Groupe n'utilise pas l'option de comptabilisation comme opérations de couverture.

GESTION DES RISQUES

L'aversion au risque et la prudence sont des fondements de l'approche globale du Groupe Mirabaud, comme en témoignent son plan d'entreprise ainsi que ses différents règlements et directives internes. Le Groupe a fixé des principes de gestion des risques et suit une politique prudente en la matière, adaptée à la nature de son activité essentiellement orientée vers la gestion de patrimoine. Cette politique se concrétise par l'absence de trading pour compte propre à titre spéculatif et par l'instauration d'un système de limites dans le cadre de la gestion des risques.

Structurellement, le Groupe n'est pas exposé à des risques de taux importants, il ne possède pas de position significative soumise à d'autres risques de marché ou de pays, et les risques de crédits, de par le choix des contreparties et les garanties fournies par la clientèle, sont limités autant que possible et surveillés en permanence. Un reporting sur les risques encourus au niveau du Groupe est effectué de manière régulière ; il propose aux organes en charge de la surveillance consolidée des mesures de manière régulière dans le but de protéger les intérêts du Groupe et de ses Clients.

Risque de crédit.

Les crédits consentis à la clientèle privée par les entités du Groupe sont généralement couverts par des actifs dûment nantis (crédits lombards). La valeur de nantissement des portefeuilles nantis se base sur des processus semi-automatisés au terme desquels les taux de nantissement sont définis par classes d'actifs en tenant compte notamment de la liquidité, de la qualité du débiteur, du pays du risque ainsi que de la diversification des investissements. Les valeurs de nantissement des avoirs détenus par la clientèle sont réévaluées quotidiennement.

Les crédits font l'objet d'une surveillance quotidienne. Il n'entre pas dans la politique du Groupe d'octroyer des crédits commerciaux ou hypothécaires.

Les risques de crédit envers les institutions financières ne sont contractés que vis-à-vis de contreparties préalablement sélectionnées conformément à notre politique interne. Une revue régulière de la qualité de ces contreparties et des limites mises en place est effec-

tuée sur la base d'un système de notation interne reposant sur des critères quantitatifs et qualitatifs. Le respect des limites fait l'objet d'un contrôle quotidien.

Le Groupe s'appuie sur un département de contrôle des risques qui surveille de manière quotidienne les risques de défaillance des débiteurs et des contreparties, ainsi que l'évaluation des couvertures. Des corrections de valeur pour le risque de défaillance sont décidées le cas échéant dès que la Banque estime que la récupération est peu probable, mais au plus tard 90 jours depuis la date d'échéance.

Risque de marché, risque-pays, risque de change.

La politique du Groupe est de ne pas prendre de position sur instruments financiers et marchandises à des fins de négoce. L'exposition de change au bilan est surveillée par le service Trading et Trésorerie et par le service Contrôle des risques afin de respecter les limites internes individuelles par devises et métaux et cumulées par groupe de devises et métaux. Le Groupe veille également à limiter de manière très stricte les positions sises dans les pays à risque. Le Contrôle des risques s'assure du respect des limites pays.

Gestion du risque de liquidité.

La gestion du risque de liquidité a pour objectif de garantir la capacité du Groupe à faire face à ses engagements en tout temps et de manière continue.

Pour la gestion de ses liquidités, le Groupe vise à minimiser les risques de crédit en privilégiant les Banques centrales et le risque de marché en investissant dans des obligations gouvernementales de première qualité.

Le Comité ALM (Asset and Liability Management) apprécie l'analyse du risque de liquidité (identification et évaluation) sous l'angle du Groupe, fournit des propositions sur la tolérance au risque (valeurs et ratios limites), les scénarios de crise et le plan d'urgence et, sur la base de ses activités de surveillance, vérifie le respect des valeurs et ratios limites et leur évolution en proposant, si besoin, des mesures correctives pour rétablir un profil de risque adéquat. Il informe le Comité exécutif en cas de dépassement des seuils fixés.

Risque de non conformité.

Une attention particulière est donnée à la mise en œuvre diligente des exigences réglementaires, notamment celles concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (surveillance des relations d'affaires, surveillance des transactions, communication des soupçons de blanchiment) ainsi qu'au respect de l'application des sanctions économiques.

En outre, les responsables Risk et Compliance du Groupe contrôlent le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que les devoirs de diligence propres aux intermédiaires financiers, notamment en matière d'activités de service transfrontières (crossborder) et de règles de conduite.

Risque de taux.

Structurellement, le Groupe n'est pas exposé à des risques de taux importants. Le Contrôle des risques calcule régulièrement les indicateurs de risque de taux et s'assure du respect des limites réglementaires et internes.

Risque opérationnel.

Les risques opérationnels se réfèrent à des pertes financières résultant de l'inadéquation

ou de la défaillance de processus ou de systèmes internes, d'actions inappropriées de personnes ou d'erreurs qu'elles ont commises ou encore d'événements externes susceptibles de perturber le bon fonctionnement des activités du Groupe. Sont inclus notamment les risques TIC, les cyberrisques, les risques des données critiques, les risques découlant de la conception et de la mise en oeuvre du Business Continuity Management (BCM) et, le cas échéant, les risques liés aux activités de service transfrontières. Le Conseil d'administration approuve une fois par année la tolérance aux risques opérationnels en fonction de la politique des risques et approuve régulièrement les stratégies de gestion des TIC, des cyberrisques, des données critiques et du BCM, et surveille leur respect.

Résilience opérationnelle.

La résilience opérationnelle désigne la capacité de l'établissement à pouvoir rétablir ses fonctions critiques en cas d'interruptions dans les limites de la tolérance aux interruptions, c.-à-d. la capacité de l'établissement à identifier les menaces et les défaillances éventuelles, à s'en protéger et à y réagir, à rétablir la marche ordinaire des affaires en cas d'interruptions et à en tirer des enseignements pour minimiser les conséquences sur l'exécution des fonctions critiques. Le Groupe tient compte des nouvelles exigences de la circulaire 2023/1 de la FINMA.

Les organes en charge de la surveillance consolidée sont régulièrement informés des risques opérationnels par les entités du Groupe, entre autres via un système de reporting basé sur des indicateurs-clés et les incidents opérationnels. Des mesures correctives sont entreprises le cas échéant.

POLITIQUE D'AFFAIRES EN MATIÈRE D'INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET DE COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

Les instruments financiers dérivés sont principalement utilisés dans le cadre d'opérations effectuées pour le compte de la clientèle. Le Groupe se retourne par la conclusion d'opérations équivalentes sur les marchés financiers.

Le Groupe utilise lorsqu'il le juge opportun des instruments financiers dérivés dans le but de couvrir son exposition au risque devises sur ses revenus, dont une partie importante dépend de sous-jacents libellés en devises, en particulier en USD et en EUR.

Le résultat est reconnu par le biais de la rubrique du compte de profits et pertes objet de la couverture prorata temporis jusqu'à l'échéance de l'opération. Les valeurs de remplacements positives ou négatives sont comptabilisées au bilan.

Toutefois, le Groupe n'utilise pas l'option de comptabilisation comme opérations de couverture.



INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

COUVERTURES DES CRÉANCES ET DES OPÉRATIONS HORS BILAN AINSI QUE DES CRÉANCES COMPROMISES

CHF

	Nature des couvertures			Total
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	
Prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Créances sur la clientèle *	-	502 513 076	11 660 071	514 678 824
Créances hypothécaires	-	-	-	-
Total des prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
2024	-	502 513 076	11 660 071	514 678 824
2023	-	678 754 417	3 286 233	682 040 650
Total des prêts (après compensation avec les corrections de valeur)				
2024	-	502 513 076	7 498 522	510 011 598
2023	-	678 754 417	1 728 953	680 483 370
Hors bilan				
Engagements conditionnels	-	112 769 861	-	112 769 861
Engagements irrévocables	-	-	3 953 643	3 953 643
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	-	37 378 696	-	37 378 696
Crédits par engagement	-	-	-	-
Total du hors bilan				
2024	-	150 148 557	3 953 643	154 102 200
2023	-	148 382 557	4 477 456	152 860 013
	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Corrections de valeurs individuelles
Créances compromises				
2024	4 667 226	-505 677	4 161 549	4 161 549
2023	1 557 280	-	1 557 280	1 557 280

* Les créances sur la clientèle sans couverture comprennent essentiellement des expositions envers SIX SIS AG.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (ACTIFS ET PASSIFS)

CHF

	Instruments de négoce		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
Devises / Métaux Précieux			
Contrats à terme	18 290 000	16 518 000	1 661 003 000
Swaps combinés d'intérêt et de devises	3 459 000	409 000	607 320 000
Futures	-	-	-
Options (OTC)	2 627	2 627	3 624 000
Options (exchange traded)	-	-	-
Total avant prise en compte des contrats de netting			
2024	21 751 627	16 929 627	2 271 947 000
2023	19 966 410	21 465 149	2 350 406 740

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (SUITE)

CHF

	Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
Total après prise en compte des contrats de netting		
2024	15 669 000	10 260 000
2023	14 842 410	19 785 149

Répartition selon les contreparties

	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)	–	15 669 000	–

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

CHF

	Valeur comptable		Juste valeur	
	2024	2023	2024	2023
Titres de créance	227 560 211	281 047 894	230 494 191	283 969 928
- dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance	69 526 747	131 349 984	71 222 074	134 178 555
- dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la vente)	158 033 464	149 697 910	159 272 117	149 791 373
Titres de participation	7 037 517	8 722 906	7 866 504	9 203 779
- dont participations qualifiées	-	-	-	-
Métaux précieux	140 215 332	105 931 033	140 215 332	105 931 033
Total	374 813 060	395 701 833	378 576 027	399 104 740
- dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	83 582 141	83 784 692		

Répartition des contreparties selon la notation

	AAA à AA-	A+ à A-	BBB+ à BBB-	BB+ à B-	Inférieur à B-	Sans notation	Total
Titres de créances							
Valeurs comptables 2024	227 560 211	-	-	-	-	-	227 560 211
Valeurs comptables 2023	281 047 897	-	-	-	-	-	281 047 894

Les notations présentées ci-dessus sont celles de l'agence S&P.
Le Groupe utilise aussi son propre système de notation dans le cadre de sa gestion des risques.

PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES

CHF

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 31.12.2023	Année de référence				Valeur comptable au 31.12.2024
				Changements d'affectation	Investissements	Désinvestissements	Amortissements	
Autres participations								
Avec valeur boursière	-	-	-	-	-	-	-	-
Sans valeur boursière	1 702 225	-223 007	1 479 218	-	30 000	-	-	1 509 218
Total des participations	1 702 225	-223 007	1 479 218	-	30 000	-	-	1 509 218

ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GROUPE DÉTIENT UNE PARTICIPATION PERMANENTE SIGNIFICATIVE, DIRECTE OU INDIRECTE

Participations consolidées selon la méthode de l'intégration globale

Raison sociale et siège	Activité		capital social (en milliers)	Part au capital (en %)	Part aux voix (en %)	Detention directe (en %)	Detention indirecte (en %)
Mirabaud Partners & Cie, Genève	Holding	CHF	169 444	100%	100%	100%	0%
Mirabaud SCA, Genève	Holding	CHF	30 000	100%	100%	100%	0%
Mirabaud & Cie SA, Genève	Banque	CHF	30 000	100%	100%	100%	0%
Mirabaud & Cie (Europe) SA, Luxembourg	Banque	EUR	41 682	100%	100%	100%	0%
Mirabaud & Cie (Europe) SA, Paris	succursale de Mirabaud & Cie (Europe) SA, Luxembourg						
Mirabaud & Cie (Europe) SA, Madrid	succursale de Mirabaud & Cie (Europe) SA, Luxembourg						
Mirabaud & Cie (Europe) SA, Londres	succursale de Mirabaud & Cie (Europe) SA, Luxembourg						
Mirabaud Canada Inc., Montréal	Courtier en valeurs mobilières	CAD	5 750	100%	100%	100%	0%
Mirabaud (Middle East) Ltd, Dubaï	Banque	USD	15 000	100%	100%	100%	0%
Mirabaud International Advisory (Uruguay) SA, Montevideo	Société Financière	USD	1 109	99%	99%	99%	0%
Mirabaud (Brasil) Representações Ltda, São Paulo	Société Financière	BRL	8 016	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Consultoria de Investimentos Ltda, São Paulo	Société Financière	BRL	14 872	100%	100%	100%	0%
Mirabaud (Abu Dhabi) Ltd, Abu Dhabi	Société Financière	USD	4 000	80%	80%	80%	0%
Mirabaud Asset Management (Europe) SA, Luxembourg	Direction de fonds	EUR	500	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Asset Management (Europe) SA, Succursale Italy	succursale de Mirabaud Asset Management (Europe) SA, Luxembourg						
Mirabaud Asset Management (Europe) SA, Succursale Spain	succursale de Mirabaud Asset Management (Europe) SA, Luxembourg						
Mirabaud Asset Management (France) SAS, Paris	Société de gestion et de Direction de fonds	EUR	2 000	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Asset Management (Suisse) SA, Genève	Société de gestion et de Direction de fonds	CHF	5 000	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Asset Management España, Madrid	Société de gestion et de Direction de fonds	EUR	1 300	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Asset Management Limited, Londres	Société de gestion	GBP	10 350	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Private Assets GP-SCSp, Luxembourg	Société Financière	EUR	101	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Private Capital GP-SCSp, Luxembourg	Société Financière	EUR	101	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Securities Limited, en liquidation, Londres	Broker	GBP	25 500	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Advisors (Suisse) SA, en liquidation, Zurich	Société Financière	CHF	1 000	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Advisors (France) SA, Paris	Société Financière	EUR	1 000	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Capital SA, en liquidation, Genève	Société Financière	CHF	4 989	100%	100%	100%	0%
Mirabaud RE General Partner Sàrl	Société de Services	EUR	13	100%	100%	100%	0%

Participations non consolidées avec contrôle

Raison sociale et siège	Activité		capital social	Part au capital	Part aux voix	Detention directe	Detention indirecte
			(en milliers)	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)
Galba Anstalt, Liechtenstein	Société de Services	CHF	30	100%	100%	100%	0%
MPA General Partners SARL, Luxembourg	Société Financière	EUR	50	100%	100%	100%	0%
MPC General Partners SARL, Luxembourg	Société Financière	EUR	33	67%	67%	67%	0%
Mirabaud RE District 237 General Partner SARL, Luxembourg	Société de Services	EUR	12	100%	100%	100%	0%
Mirabaud RE Katy Logistic General Partner SARL, Luxembourg	Société de Services	EUR	12	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Advisory (Uruguay) SA, en liquidation, Montevideo	Société Financière	USD	1840	99%	99%	99%	0%
Blue Square General Partners SARL	Société de Services	EUR	12	50%	50%	50%	0%
Mirabaud Club Deal General Partners SARL, Luxembourg	Société de Services	EUR	12	100%	100%	100%	0%
IMPACT VC General Partner, Luxembourg	Société de Services	EUR	6	50%	50%	50%	0%
MPA Real Estate	Société de Services	CHF	30 000	100%	100%	100%	0%

Participations non consolidées sans contrôle

Raison sociale et siège	Activité		capital social	Part au capital	Part aux voix	Detention directe	Detention indirecte
			(en milliers)	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)
Hauszman General Partners Sàrl, Luxembourg	Société Financière	EUR	1 000	32%	32%	32%	0%
SIX Group AG, Zurich	Société de Services	CHF	19 522	1%	1%	1%	0%
PeacelInvest SA, Genève	Société de Services	USD	6 000	4%	4%	4%	0%
SAS Belleville, Veules-les-Roses	Société de Services	EUR	7.5	33%	33%	33%	0%
SAS Praslin, Neuilly-sur-Seine	Société de Services	EUR	7.5	33%	33%	33%	0%

Les entités ci-dessus n'ont pas été consolidées eu égard à leur caractère non significatif, à leur activité non stratégique pour le Groupe ou en raison de l'absence de contrôle (capital ou voix). Aucune participation non consolidée contrôlée par le Groupe Mirabaud n'a un bilan représentant plus de 0.05% du bilan consolidé ni un bénéfice représentant plus de 0.5% du bénéfice consolidé.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

CHF

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 31.12.2023	Année de référence			
				Investissements	Désinvestissements	Amortissements	Valeur comptable au 31.12.2024
Immeubles à l'usage du Groupe	99 741 131	-9 798 118	89 943 013	-	-	-1 036 546	88 906 467
Autres immeubles	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	179 995 229	-99 681 778	80 313 451	28 080 855	-1 239 296	-6 381 990	100 773 020
Objets en leasing financier	-	-	-	-	-	-	-
Total des immobilisations corporelles	279 736 360	-109 479 896	170 256 464	28 080 855	-1 239 296	-7 418 536	189 679 487
Engagements résultant de leasing d'exploitation au 31.12.2024				-			
- dont avec échéance inférieure à un an				-			
Engagements résultant de leasing d'exploitation au 31.12.2023				-			
- dont avec échéance inférieure à un an				-			

AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

CHF

	Autres actifs		Autres passifs	
	2024	2023	2024	2023
Compte de compensation	-	-	1 089 914	2 110 442
Impôts latents actifs sur le revenu	-	-	-	-
Taxes et impôts indirects	11 875 678	14 299 489	10 985 237	13 783 789
Total	11 875 678	14 299 489	12 075 151	15 894 231

ACTIFS MIS EN GAGE OU CÉDÉS EN GARANTIE DE PROPRES ENGAGEMENTS AINSI QUE DES ACTIFS QUI FONT L'OBJET D'UNE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

CHF

	Valeurs comptables	Engagements effectifs
<i>Actifs nantis / cédés</i>		
Immobilisations financières	63 322 906	35 368 068
Autres	33 420 822	33 315 383
Total	96 743 728	68 683 451
<i>Actifs sous réserve de propriété</i>		
Autres	-	-
Total	-	-

SITUATION ÉCONOMIQUE DES PROPRES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE

Le plan de prévoyance du Groupe est celui de Mirabaud & Cie SA et des filiales suisses du Groupe, qui est un plan de prévoyance avec primauté des cotisations. Tous les salariés dont l'engagement dépasse trois mois, les Associés de Mirabaud SCA, ainsi que les collaborateurs du Groupe désignés expressément y sont affiliés. La cotisation à l'institution de prévoyance, la Fondation de prévoyance LPP Mirabaud, se compose d'une cotisation-épargne et d'une cotisation-risque, les contributions de l'employeur sont enregistrées comme charges courantes de l'exercice.

En outre, les collaborateurs et cadres, pour la part du salaire assuré dépassant CHF 150'000, (CHF 175'000.– depuis le 01.01.2025), bénéficient d'une gestion individualisée de leur prévoyance. Ces cotisations sont versées dans la Fondation pour Cadres et Dirigeants d'Entreprise.

Les entités du groupe domiciliées à l'étranger bénéficient de plans de prévoyance basés sur le principe de la primauté des cotisations.

A la date de l'établissement du bilan, les engagements envers les institutions de prévoyance de la banque s'élèvent à CHF 3.3 millions au 31.12.2024, respectivement CHF 4 millions au 31.12.2023. Ces engagements sont constitués des dépôts en compte courant des institutions de prévoyance auprès de Mirabaud & Cie SA.

Il n'existe pas d'autres actifs (bénéfice économique) ou passifs (obligation économique). La Fondation de prévoyance LPP Mirabaud affichait au 31.12.2024 une couverture de 107.2%, respectivement au 31.12.2023 une couverture de 102.7%. La Fondation pour Cadres et Dirigeants d'Entreprise affichait au 31.12.2024 une couverture de 100%, de même qu'au 31.12.2023.

Au 31.12.2024, la Fondation de prévoyance LPP Mirabaud dispose d'une réserve de contribution de l'employeur sans renonciation pour un montant de CHF 4.3 millions, au même niveau qu'au 31.12.2023. Une dotation, entièrement utilisée de CHF 5.6 millions a été effectuée en 2024, respectivement CHF 5.5 millions en 2023.

Présentation de l'avantage / engagement économique et des charges de prévoyance

CHF

	Excédent de couverture au 31.12.2023	Part économique du groupe financier		Modification de la part économique par rapport à 2022 (avantage / engagement économique)	Cotisations payées pour 2024	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
		2024	2023			2024	2023
Fonds patronaux / Institutions de prévoyance patronales	-	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	-	-	-	-	724 148	724 148	2 340 225
Plans de prévoyance avec excédent	-	-	-	-	904 200	904 200	765 604
Plans de prévoyance avec insuffisance	-	-	-	-	-	-	-
Institutions de prévoyance sans actifs propres	-	-	-	-	-	-	-

CORRECTIONS DE VALEUR, PROVISIONS ET RÉSERVES POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX

CHF

	Etat au 31.12.2023	Utilisations conformes à leur but	Reclassifications	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Etat au 31.12.2024
Provisions pour impôts latents	2 231 430	-	-	-	-	-	-15 070	2 216 360
Provisions pour engagements de prévoyance	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques d'exploitation	8 829 650	-	-	-	-	80 000	-3 309 300	5 600 350
Provisions de restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres provisions	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des provisions	11 061 080	-	-	-	-	80 000	-3 324 370	7 816 710
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risque-pays	1 557 280	-	-	-	-	2 604 269	-	4 161 549
- dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	1 557 280	-	-	-	-	2 604 269	-	4 161 549

Les Provisions pour autres risques d'exploitation concernent notamment les risques d'exécution inhérents à l'activité de la Banque.

Ces provisions peuvent être utilisées pour couvrir la réalisation de certains risques.

PLANS DE PARTICIPATION DES COLLABORATEURS

Conformément aux exigences réglementaires et aux pratiques du marché, le Groupe a mis en place une Politique de Rémunération comprenant un Plan de rémunération différée qui consiste à différer dans le temps le paiement d'une partie de la rémunération variable.

Au titre de l'exercice 2024, un montant de CHF 2'700'000.– de bonus différés a été comptabilisé dans les charges de personnel dans le cadre de ce plan (respectivement CHF 3'589'106.– au titre de l'exercice 2023).

La ligne métier Mirabaud Asset Management dispose d'un plan d'interressement de certains collaborateurs, qui reçoivent une partie de leur bonus de manière différée sur une période de un à trois ans. Une charge de CHF 582'744.– s'y rattachant a été comptabilisée dans les charges de personnel, au titre de l'exercice 2024 (CHF 1'142'507.– pour 2023).

Au 31 décembre 2023, le Plan de participation de Mirabaud Capital SA, qui était réservé à un certain nombre de collaborateurs et membres des organes de direction, a pris fin.

CRÉANCES ET ENGAGEMENTS ENVERS LES PARTIES LIÉES

CHF

	Créances		Engagements	
	2024	2023	2024	2023
Participants qualifiés	-	-	29 865 612	32 748 723
Sociétés liées	-	-	-	393 589
Affaires d'organes	-	-	-	-
Autres parties liées	-	-	-	-
Total	-	-	29 865 612	33 142 312

Les conditions de taux d'intérêt appliquées aux créances et engagements envers les parties liées sont conformes aux pratiques de marché. L'ensemble de ces transactions concernent les comptes courants débiteurs ou créanciers au sein de Mirabaud & Cie SA.

STRUCTURE DES ÉCHÉANCES DES INSTRUMENTS FINANCIERS

En milliers de CHF

	Echu							Total
	A vue	Dénonçable	D'ici 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 5 ans	Après 5 ans	Immobilisé	
Actifs / Instruments financiers								
Liquidités	287 293	–	171 602	–	–	–	–	458 895
Créances sur les banques	154 174	–	24 227	208	–	–	–	178 609
Créances résultant d'opérations de financement de titres	–	–	170 000	–	–	–	–	170 000
Créances sur la clientèle	67 209	–	435 921	6 882	–	–	–	510 012
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	21 752	–	–	–	–	–	–	21 752
Immobilisations financières	147 268	–	169 437	58 108	–	–	–	374 813
Total des actifs / Instruments financiers								
2024	677 695	–	971 187	65 198	–	–	–	1 714 080
2023	736 921	–	2 232 641	96 388	109 013	–	–	3 174 963
Fonds étrangers / instruments financiers								
Engagements envers les banques	40 337	–	–	–	–	–	–	40 337
Engagements résultant de dépôts de la clientèle	1 440 854	–	101 998	5 238	–	–	–	1 548 090
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	16 932	–	–	–	–	–	–	16 932
Total des fonds étrangers								
2024	1 498 123	–	101 998	5 238	–	–	–	1 605 359
2023	1 677 509	–	127 115	6 817	–	–	–	1 811 441

RÉPARTITION DES ACTIFS ET PASSIFS ENTRE LA SUISSE ET L'ÉTRANGER

En milliers de CHF

	2024		2023	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
Actifs				
Liquidités	285 297	173 598	255 357	259 312
Créances sur les banques	122 244	56 365	43 924	41 665
Créances résultant d'opérations de financement de titres	170 000	–	250 000	–
Créances sur la clientèle	102 338	407 674	194 187	486 297
Créances hypothécaires	–	–	–	–
Opérations de négoce	–	–	–	–
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	9 472	11 670	4 746	15 221
Immobilisations financières	184 355	190 458	153 778	241 924
Comptes de régularisation	15 836	13 899	31 140	20 816
Participations non consolidées	956	553	1 087	392
Immobilisations corporelles	173 533	16 146	152 870	17 386
Valeurs immatérielles	–	–	–	–
Autres actifs	982	10 894	2 482	11 817
Total des actifs	1 065 013	881 256	1 089 571	1 094 830

RÉPARTITION DES ACTIFS ET PASSIFS ENTRE LA SUISSE ET L'ÉTRANGER

En milliers de CHF

	2024		2023	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
Passifs				
Engagements envers les banques	30 407	9 930	4 306	317
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	389 243	1 158 847	529 848	1 255 506
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	8 283	8 038	11 132	10 333
Comptes de régularisation	39 881	32 085	55 993	38 606
Autres passifs	6 724	5 351	6 440	9 453
Provisions	6 594	1 223	8 280	2 781
Réserve pour risques bancaires généraux	51 820	–	51 820	–
Capital social	164 095	–	163 028	–
Réserve issue du bénéfice	72 026	-45 666	67 064	-44 099
Réserve de change	-13 140	–	-17 746	–
Bénéfice consolidé	22 003	-1 475	35 406	-4 065
Total des passifs	777 936	1 168 333	915 571	1 268 832

RÉPARTITION DU TOTAL DES ACTIFS PAR PAYS OU PAR GROUPES DE PAYS (PRINCIPE DU DOMICILE)

En milliers de CHF

	2024		2023	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
Actifs				
Europe				
Suisse	935 330	48.1%	1 089 571	49.9%
Autres pays européens	696 864	35.8%	727 743	33.3%
Amérique du Nord	216 430	11.1%	223 947	10.3%
Amérique du Sud	12 940	0.7%	46 502	2.1%
Asie / Océanie	81 666	4.2%	89 351	4.1%
Autres	3 039	0.2%	7 287	0.3%
Total des actifs	1 946 269	100.1%	2 184 401	100.0%

Cette répartition des actifs par groupes de pays est effectuée en fonction du domicile des clients et non en fonction du domicile du risque.

RÉPARTITION DU TOTAL DES ACTIFS À L'ÉTRANGER SELON LA SOLVABILITÉ DES GROUPES DE PAYS (DOMICILE DU RISQUE)

	S&P	Notation interne *	Expositions nettes à l'étranger / fin de l'année de référence		Expositions nettes à l'étranger / fin de l'année précédente	
			Milliers de CHF	Part en %	Milliers de CHF	Part en %
Notation de pays interne au Groupe						
Prime	AAA	1	496 700	98.1%	571 387	98.0%
High Grade	AA+ - AA-	2	-	0.0%	-	0.0%
Upper Medium Grade	A+ - A	3	5 869	1.2%	4 788	80.0%
Lower Medium Grade	BBB+ - BBB-	4	384	0.1%	642	0.1%
Non Investment Grade Speculative	BB+ - BB-	5	3 205	0.6%	5 321	90.0%
Highly Speculative	B+ - B-	6	411	0.1%	700	0.1%
Substantial Risks / In Default	CCC+ - D	7	2	0.0%	205	0.0%
Total			506 571	100.0%	1 315 763	100.0%

* Le Groupe utilise son propre système de notation interne en matière de risques souverains dont la correspondance avec les ratings de l'agence S&P sont publiés ci-dessus.

ACTIFS RÉPARTIS SELON LES MONNAIES LES PLUS IMPORTANTES POUR LA BANQUE

En milliers de CHF

	Monnaies converties en CHF				Total
	CHF	USD	EUR	Autres devises	
Liquidités	283 593	168	175 033	100	458 894
Créances sur les banques	117 515	12 367	39 024	9 703	178 609
Créances résultant d'opérations de financement de titres	170 000	–	–	–	170 000
Créances sur la clientèle	75 705	60 637	343 449	30 221	510 012
Créances hypothécaires	–	–	–	–	–
Opérations de négoce	–	–	–	–	–
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	21 142	–	–	–	21 142
Immobilisations financières	53 385	144 410	34 687	142 331	374 813
Comptes de régularisation	12 233	5 185	9 373	2 944	29 735
Participations non consolidées	956	–	553	–	1 509
Immobilisations corporelles	184 169	3	4 364	1 143	189 679
Valeurs immatérielles	–	–	–	–	–
Autres actifs	768	2 170	8 335	603	11 876
Total des actifs bilancaires	919 466	224 940	614 818	187 045	1 946 269
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options	297 929	1 142 182	572 523	145 120	2 157 754
Total des actifs	1 217 395	1 367 122	1 187 341	332 165	4 104 023

PASSIFS RÉPARTIS SELON LES MONNAIES LES PLUS IMPORTANTES POUR LA BANQUE

En milliers de CHF

	Monnaies converties en CHF				Total
	CHF	USD	EUR	Autres devises	
Engagements envers les banques	30 402	599	8 645	692	40 338
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	389 647	547 594	377 997	232 851	1 548 089
Engagements résultant d'opérations de négoce	-	-	-	-	-
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	16 321	-	-	-	16 321
Comptes de régularisation	42 815	6 087	13 283	9 781	71 966
Autres passifs	9 720	79	543	1 733	12 075
Provisions	6 594	-	1 223	-	7 817
Réserves pour risques bancaires généraux	51 820	-	-	-	51 820
Comptes de capital	38 640	18 313	51 544	55 599	164 096
Réserves issues du bénéfice	71 619	-8 660	-10 177	-26 422	26 360
Réserves de change	-13 140	-	-	-	-13 140
Autres réserves	-	-	-	-	-
Bénéfice consolidé	18 992	9 884	963	-9 311	20 528
Total des passifs bilantaires	663 430	573 896	444 021	264 923	1 946 270
Engagements de livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options	662 602	730 489	703 507	61 155	2 157 753
Total des passifs	1 326 032	1 304 385	1 147 528	326 078	4 104 023
Position nette par devise	-108 637	62 737	39 813	6 087	-

INFORMATIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS HORS BILAN

CRÉANCES ET ENGAGEMENTS CONDITIONNELS

CHF

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Engagements de couverture de crédit et similaires	112 769 861	116 640 378
Garanties de prestation de garantie et similaires	-	-
Engagements irrévocables résultant d'accréditifs documentaires	-	-
Autres engagements conditionnels	-	-
Total des engagements conditionnels	112 769 861	116 640 378

L'institution de sécurité sociale du Koweït a initié en 2019 une action civile à l'encontre de 37 parties devant la High Court of Justice de Londres, parmi lesquelles figure Mirabaud & Cie SA («la Banque»). Cette action vise principalement un ancien dirigeant de cette institution (aujourd'hui décédé) auquel il est reproché la perception de commissions prétendument non autorisées et dont l'origine remonte à plus de 24 ans.

Elle est aussi dirigée à l'encontre de plusieurs autres institutions financières et personnes physiques qui auraient également versé des commissions ou auraient participé à leur transfert. La Banque conteste vigoureusement les reproches qui lui sont faits dans cette procédure qu'elle considère comme abusive. Elle a contesté le for juridique en Angleterre et a été suivie par les tribunaux anglais qui ont définitivement nié leur compétence (par jugement du 6 novembre 2020, confirmé en appel le 26 janvier 2022). Une action civile basée sur le même complexe de faits a dès lors été introduite en Suisse le 25 février 2022 et se limite à ce stade à la question du montant du dépôt en garantie à effectuer par la demanderesse. Le risque de sortie de trésorerie lié à cette procédure est estimé par la Banque comme très faible et elle n'a donc pas constitué de provision.

OPÉRATIONS FIDUCIAIRES

CHF

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	1 669 213 968	2 046 802 017
Placements fiduciaires auprès de sociétés liées	-	-
Autres opérations fiduciaires	-	-
Total	1 669 213 968	2 046 802 017

AVOIRS ADMINISTRÉS

En milliers de CHF

Répartition des avoirs administrés

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Genre d'avoirs administrés		
Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	4 960 604	5 078 473
Avoirs sous mandat de gestion et de conseil	14 121 678	12 575 448
Autres avoirs administrés	13 168 909	12 556 818
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	32 251 191	30 210 739
- dont prises en compte doubles	-2 123 379	-2 087 362
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) initiaux	30 210 739	31 458 099
+/- Apports nets d'argent frais / retraits nets	-1 435 320	-1 567 231
+/- Evolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change	3 475 772	319 871
+/- Autres effets	-	-
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) finaux	32 251 191	30 210 739

Les avoirs administrés par le Groupe regroupent les avoirs sous gestion et /ou dépôt, à l'exception des avoirs pour lesquels il ne joue qu'un rôle de pur dépositaire.

Font partie des avoirs administrés tous les avoirs détenus à des fins de placement par des Clients privés, des Clients institutionnels et des sociétés d'investissement/fonds de placement. Ainsi, seuls les avoirs attribuables aux Business Lines Wealth Management et Asset Management, dont la rentabilité peut être mesurée, sont retenus. Les avoirs sous simple garde et destinés uniquement à des fins de transactions/d'administration en sont exclus. Les apports/retraits nets d'argent frais de la clientèle sont constitués des avoirs acquis de nouveaux Clients ou de Clients existants ainsi que des retraits d'avoirs de Clients existants ou ayant rompu leur relation avec la Banque. Leur valeur est déterminée au jour du transfert (liquidités et/ou valeurs mobilières). En sont exclus les mouvements dus au marché, aux changements de cours ainsi que les revenus y afférents (intérêts/dividendes), de même que la perception des frais et intérêts sur prêts.

INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

INTÉRÊTS NÉGATIFS

CHF

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	-	-
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	-8 045	-24 485

CHARGES DE PERSONNEL

CHF

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Appointements (jetons de présence et indemnités fixes aux organes de la banque, appointements et allocations supplémentaires)	-127 861 791	-129 758 296
- dont charges en relation avec les rémunérations basées sur les actions et les formes alternatives de la rémunération variable	-2 700 000	-3 589 106
Adaptations de valeur relatives aux avantages et engagements économiques découlant des institutions de prévoyance	-	-
Prestations sociales	-27 947 459	-25 763 991
Autres charges du personnel	-12 519 455	-12 050 415
Total	-168 328 705	-167 572 702

AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

CHF

	2024	2023
Coût des locaux	-14 060 453	-15 057 043
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	-30 089 000	-32 835 634
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	-1 078 727	-1 102 715
Honoraires de la société d'audit	-2 055 869	-2 539 814
- dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel	-1 984 719	-1 309 000
- dont pour les autres prestations de service	-71 150	-1 230 814
Autres charges d'exploitation	-32 420 056	-29 216 469
Total	-79 704 105	-80 751 674

COMMENTAIRES DES PERTES SIGNIFICATIVES AINSI QUE DES PRODUITS ET CHARGES EXTRAORDINAIRES DE MÊME QUE DES DISSOLUTIONS SIGNIFICATIVES DE RÉSERVES LATENTES, DE RÉSERVES POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX ET DE CORRECTIFS DE VALEURS ET PROVISIONS DEVENUS LIBRES

Aucun élément significatif à signaler au cours de l'exercice sous revue.

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL RÉPARTI ENTRE LA SUISSE ET L'ÉTRANGER SELON LE PRINCIPE DU DOMICILE DE L'EXPLOITATION

En milliers de CHF

	2024			2023		
	Suisse	Etranger	Total	Suisse	Etranger	Total
Résultat des opérations d'intérêts	37 776	9 605	47 381	56 938	14 994	71 932
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	115 104	84 185	199 289	114 352	79 879	194 231
Résultat des opérations de négoce	19 139	4 059	23 197	21 811	5 343	27 154
Autres résultats ordinaires	11 608	767	12 375	4 116	12 432	16 548
Charges d'exploitation	-148 631	-99 401	-248 033	-148 461	-99 864	-248 325
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	-8 275	-1 888	-10 164	-8 377	-2 794	-11 171
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	2 458	519	2 977	-7 620	-393	-8 013
Résultat opérationnel	29 178	-2 155	27 023	32 760	9 596	42 356

IMPÔTS COURANTS ET LATENTS

CHF

	2024	2023
Impôts courants	-6 509 015	-5 994 811
Impôts différés	15 070	-5 107
Total	-6 493 945	-5 999 918

Le Groupe n'a pas comptabilisé d'actif relatif à l'existence de report de pertes utilisables fiscalement.



CHIFFRES-CLÉ EN MATIÈRE PRUDENTIELLE*

KM1: CHIFFRES-CLÉS ESSENTIELS RÉGLEMENTAIRES

En milliers de CHF

	2024	2023
Fonds propres pris en compte	221 818	216 259
Fonds propres de base durs (CET1)	221 818	216 259
Fonds propres de base (T1)	221 818	216 259
Fonds propres globaux	221 818	216 259
Positions pondérées en fonction des risques (RWA)		
RWA	1 032 613	1 050 835
Exigences minimales de fonds propres	82 609	84 067
Ratios de fonds propres basés sur les risques (en % des RWA)		
Ratio CET1 (%)	21.48%	20.58%
Ratio de fonds propres de base (%)	21.48%	20.58%
Ratio des fonds propres globaux (%)	21.48%	20.58%
Exigences en volants en CET1 (en % des RWA)		
Volant de fonds propres selon le standard minimal de Bâle (%)	2.5%	2.5%
Volants anticycliques (art. 44a OFR) selon le standard minimal de Bâle (%)	0.0%	0.0%
Volant de fonds propres supplémentaire en vertu du risque systémique international ou national (%)	0.0%	0.0%
Ensemble des exigences de volants selon le standard minimal de Bâle, en qualité CET1 (%)	2.5%	2.5%
CET1 disponible afin de couvrir les exigences en volants selon le standard minimal de Bâle (après déduction du CET1 affecté à la couverture des exigences minimales et cas échéant à la couverture des exigences TLAC) (%)	13.5%	12.6%
Ratios-cibles de fonds propres selon l'annexe 8 de l'OFR (en % des RWA)		
Volant de fonds propres selon l'annexe 8 OFR (%)	3.2%	3.2%
Volants anticycliques (art. 44 et 44a OFR) (%)	0.0%	0.0%
Ratio-cible en CET1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticy-cliques selon les art. 44 et 44a OFR	7.4%	7.4%
Ratio-cible en T1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticy-cliques selon les art. 44 et 44a OFR	9.0%	9.0%
Ratio-cible global de fonds propres (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	11.2%	11.2%
Ratio de levier Bâle III		
Engagement global	2 097 539	2 280 474
Ratio de levier Bâle III (fonds propres de base en % de l'engagement global)	10.6%	9.5%

*chiffres non audités

KM1: CHIFFRES-CLÉS ESSENTIELS RÉGLEMENTAIRES (SUITE)

En milliers de CHF

	2024	2023
Ratio de liquidité à court terme LCR		
Numérateur du LCR: somme des actifs liquides de haute qualité	823 679	1 411 824
Dénominateur du LCR: somme nette des sorties de trésorerie	326 249	810 890
LCR du 4e trimestre	252.0%	174.1%
Numérateur du LCR: somme des actifs liquides de haute qualité	830 208	1 078 553
Dénominateur du LCR: somme nette des sorties de trésorerie	365 089	761 361
LCR du 3e trimestre	227.0%	141.7%
Numérateur du LCR: somme des actifs liquides de haute qualité	915 611	923 430
Dénominateur du LCR: somme nette des sorties de trésorerie	445 781	582 900
LCR du 2e trimestre	205.0%	158.4%
Numérateur du LCR: somme des actifs liquides de haute qualité	1 012 968	959 324
Dénominateur du LCR: somme nette des sorties de trésorerie	478 123	551 783
LCR du 1er trimestre	212.0%	173.9%

RISQUES

OV1: APERÇU DES POSITIONS PONDÉRÉES PAR LE RISQUE

En milliers de CHF

	RWA		Fonds propres minimaux
	2024	2023	2024
Risque de crédit	458 250	475 459	36 660
Risque de marché	18 275	15 463	1 462
Risque opérationnel	556 025	559 895	44 482
Montants en-dessous des seuils pertinents pour la déduction (montant soumis à pondération de 250 %)	63	18	5
Total	1 032 613	1 050 835	82 609

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité se définit comme le risque découlant d'une situation de trésorerie ne permettant plus de faire face aux engagements ou de respecter les ratios légaux applicables.

Gestion des risques de liquidités

La gestion du risque de liquidité a pour objectif de garantir la capacité du Groupe de faire face à ses engagements en tout temps et de manière continue.

Le Groupe a pour stratégie de gérer le risque de liquidité de manière consolidée, dans le respect des dispositions légales applicables à chaque entité.

Le Groupe veille à centraliser la gestion des liquidités auprès de Mirabaud & Cie SA («la Banque»). Au vu de leur exposition faible dans leur bilan au risque de liquidité, les entités qui font partie de la ligne de métier Asset Management («MAM») sont intégrées de manière ad-hoc dans la surveillance consolidée du risque de liquidité.

Pour la gestion de ses liquidités, le Groupe vise à minimiser les risques de crédit en privilégiant les banques centrales et le risque de marché en investissant dans des obligations gouvernementales de première qualité.

Rôles et responsabilités

L'Administration exerce la surveillance consolidée du Groupe, ce qui inclut la définition des prescriptions nécessaires à la conduite efficace et uniforme du Groupe et à l'organisation du Groupe au sens des cm. 98 et 99 de la Circ.-FIN-MA 2017/1 Gouvernance d'entreprise - banques.

L'Administration surveille le respect des exigences en matière de ratios prudentiels, notamment en matière de liquidités, à l'échelle du Groupe.

L'Administration approuve annuellement la planification des liquidités à l'échelle du Groupe et

décide des principes de gestion des liquidités au niveau du Groupe.

Le Comité ALM de Mirabaud & Cie SA apprécie l'analyse du risque de liquidité (identification et évaluation), fournit des propositions sur la tolérance au risque (valeurs et ratios limites), les scénarios de crise et le plan d'urgence et, sur la base de ses activités de surveillance, vérifie le respect des valeurs et ratios limites et leur évolution en proposant, si besoin, des mesures correctives pour rétablir un profil de risque adéquat. Il informe l'Administration en cas de dépassement des seuils fixés.

Le Contrôle des risques surveille l'évolution des balances des Clients, estime le besoin du collatéral de la banque en général, estime le besoin de liquidités résultant des opérations sur dérivés en cas de scénario de stress, surveille les opérations intra-journalières qui peuvent avoir un impact significatif et reporte au Comité ALM et au Comité Exécutif la surveillance des seuils sous sa responsabilité.

Le Contrôle financier vérifie l'exactitude, l'exhaustivité et l'évaluation des opérations de trésorerie; contrôle mensuellement le respect des ratios de liquidités et en informe de manière régulière le Comité ALM, établit mensuellement les reportings : Liquidity Coverage Ratio et Net stable funding ratio ; effectue annuellement les tests de résistance et met à jour le plan d'urgence. Le service Trésorerie/Change gère la trésorerie de la Banque et supervise la gestion de la trésorerie au niveau du Groupe. Il reporte régulièrement au Comité ALM les indicateurs sous sa responsabilité.

Stratégie de refinancement

Pour le refinancement de ses opérations actives, essentiellement l'octroi de crédits, la source principale de financement de la banque provient des dépôts de sa clientèle. La Banque

peut avoir recours à une diversification de son financement par du crédit bancaire ou de l'émission de papiers monétaires à court terme.

Le service Contrôle des risques surveille l'évolution des dépôts Clients et informe le Comité ALM. La Finance identifie régulièrement toute contrepartie disposant d'engagements envers la clientèle supérieurs à 10% du total des engagements envers la clientèle.

Identification, évaluation et limitation du risque de liquidité

En sus du respect des ratios légaux, le Groupe a défini des seuils de tolérance sur les principales valeurs et ratios (LCR, ratio créances/engagements, valeurs éligibles au titre du collatéral/Utilisation effective du collatéral), le passage des seuils peut requérir une information voire une action. Le Groupe a également défini des principes de gestion des échéances visant à rembourser les engagements envers la clientèle dans les 24 heures. Un niveau de perte maximum fixé à 20% des fonds propres dans le cas de l'évaluation des résultats des scénarios de stress.

Ces seuils sont calculés mensuellement et discutés lors des séances du Comité ALM qui les considère également sous l'angle du Groupe.

Le Comité ALM

- Définit un modèle interne d'évaluation du risque de liquidité dans un but d'analyse prospective.
- Définit les hypothèses des scénarios de crise : ceux-ci tiennent compte en particulier d'une crise bancaire globale, d'un retrait massif des dépôts en compte, d'un afflux massif d'espèces et des asymétries de devises, analyse les résultats des tests de résistance en termes d'impact sur les ratios réglementaires, les ratios limites internes et le modèle interne, les

compare avec la tolérance au risque de liquidité définis et les intègre dans le processus de fixation des limites.

- Propose toutes mesures concrètes visant à ramener le Liquidity Coverage Ratio dans les seuils de la présente directive.

Les actifs liquides (HQLA) sont composés d'environ 78% d'avoirs sur le compte de règlement auprès de la BNS. Le reste correspond principalement à des obligations Gouvernementales, notamment la Confédération Suisse, et sont éligibles aux opérations de refinancement de la BNS.

Les sorties sur les dépôts de la clientèle représentent environ 90% du total des sorties de liquidité, constituant ainsi la principale source de refinancement et donc de sorties potentielles en cas de crise de liquidité.

Les prêts à la clientèle arrivant à échéance dans les 30 jours représentent environ 70% des entrées de liquidité.

CR1: RISQUE DE CRÉDIT QUALITÉ DE CRÉDIT DES ACTIFS

En milliers de CHF

	Valeurs comptables brutes		Corrections de valeur / amortissements	Valeurs nettes
	Positions en défaut	Positions pas en défaut		
Créances (sans les titres de dette)	4 667	505 850	-505	510 012
Titres de dette	-	-	-	-
Expositions hors bilan	-	-	-	-
Total	4 162	-	4 162	-

La définition des créances en « défaut », assimilable à celle des créances compromises, est détaillée à la page 25 du présent rapport.

CR2: RISQUE DE CRÉDIT CHANGEMENTS DANS LES PORTEFEUILLES DE CRÉANCES ET DE TITRES DE DETTE EN DÉFAUT

En milliers de CHF

Créances et titres de dette en défaut, à la fin de la période précédente	1 557
Créances et titres de dette tombés en défaut depuis la fin de la période précédente	-
Positions retirées du statut « en défaut »	2 604
Montants amortis	-
Autres changements (+/-)	-
Créances et titres de dette en défaut, à la fin de la période de référence	4 161

CRB : RISQUE DE CRÉDIT INDICATIONS ADDITIONNELLES RELATIVES À LA QUALITÉ DE CRÉDIT DES ACTIFS

La définition des créances en «défaut», assimilable à celle des créances compromises, est détaillée à la page 25 du présent rapport.

Le Groupe n'a pas d'expositions en souffrance (retard de plus de 90 jours) qui ne soient pas simultanément considérées comme compromises.

Etant donné la qualité et la nature de notre portefeuille des crédits, le Groupe ne présente pas de positions restructurées.

CR3: RISQUE DE CRÉDIT APERÇU DES TECHNIQUES D'ATTÉNUATION DU RISQUE

En milliers de CHF

	Positions sans couverture / valeurs comptables	Positions couvertes par des sûretés: montant effectivement couvert	Positions couvertes par des garanties financières ou des dérivés de crédit: montant effectivement couvert
Créances (y c. les titres de dette)	4 161	-	-
Opérations hors bilan	-	-	-
Total	4 161	-	-
Dont en défaut	4 161	-	-

Les positions sans couverture sont principalement composées des expositions relatives aux immobilisations financières et créances envers les contreparties bancaires.

CR5: RISQUE DE CRÉDIT POSITIONS PAR CATÉGORIES DE POSITIONS ET PONDÉRATIONS-RISQUE SELON L'APPROCHE STANDARD

En milliers de CHF

Catégories de positions / pondérations risques	Catégories de positions / pondérations risques								Autres	Total des positions sou- mises au risque de crédit (après CCF et CRM)
	0%	10%	20%	35%	50%	75%	100%	150%		
Catégories de positions / pondérations risques	491 873	-	432	-	13	-	43	-	-	492 361
Gouvernements centraux et banques centrales	-	-	102 070	-	8 230	-	378	-	-	110 678
Banques et négociants en valeurs mobilières	10 266	-	40 351	-	3 106	-	30	-	-	53 753
Collectivités de droit public et banques multilatérales de développement	282 710	-	3 419	-	-	-	260 358	-	-	546 487
Entreprises	-	-	-	-	-	135 545	389 575	-	-	525 120
Retail	-	-	-	-	-	-	-	6 140	-	6 140
Titres de participation	3 542	-	-	-	-	-	48 693	-	-	52 235
Autres positions	788 391	-	146 272	-	11 349	135 545	699 077	6 140	-	1 786 774
<i>Dont créances couvertes par gage immobilier</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Dont créances en souffrance</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

IRRBB: RISQUE DE TAUX OBJECTIFS ET NORMES POUR LA GESTION DU RISQUE DE TAUX DU PORTEFEUILLE DE BANQUE

Les risques de taux d'intérêts incluent les pertes potentielles concernant le résultat net des opérations d'intérêts et les variations de la valeur économique des fonds propres en raison de fluctuations des taux d'intérêts. Ils sont gérés de manière centralisée pour l'ensemble du Groupe.

Le Groupe définit la stratégie de prise de risque dans le domaine des risques de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire en fixant des limites en fonction des fonds propres disponibles avec l'objectif de maintenir le niveau de risque de taux d'intérêt à un niveau bas.

Les limites sont exprimées sous forme :

- de limites de sensibilité de la valeur économique des fonds propres (effet valeur)
- d'impasses (gap) par tranches d'échéances

L'Administration exerce la surveillance consolidée du Groupe, ce qui inclut la définition des prescriptions nécessaires à la conduite efficace et uniforme du Groupe et à l'organisation du Groupe au sens des cm. 98 et 99 de la Circ.-FINMA 2017/1 Gouvernance d'entreprise - banques.

- le Comité ALM gère le risque de taux dans le portefeuille bancaire ;
- le service du Contrôle des Risques vérifie trimestriellement le respect des limites octroyées et fait état de ses constatations dans le rapport trimestriel sur les risques.

Selon les principes de la circulaire FINMA 2019/2, les risques de taux d'intérêt sont mesurés trimestriellement par :

- des indicateurs statiques mesurant les effets sur la valeur du portefeuille bancaire (valeur actuelle des fonds propres et la sensibilité de la valeur actuelle des fonds propres pour des variations parallèles de taux selon les 6 scénarios prévus par FINMA ;
- des indicateurs dynamiques mesurant les effets sur les revenus en lien avec les variations de taux d'intérêts. Les indicateurs dynamiques établissent la sensibilité de la marge nette d'intérêts pour une hausse et une baisse parallèle de la courbe des taux d'intérêts pour un horizon de temps d'une année mobile ;
- une analyse des gaps par tranches d'échéances délimitant les échéances non concordantes des positions actives par rapport aux positions passives.

Les simulations de crise tiennent compte des évolutions de la liquidité des principaux marchés financiers, des modifications des volatilités et des corrélations de la courbe des taux de marché, des comportements attendus des Clients.

Compte tenu de la nature des activités du Groupe et des contraintes liées aux positions intégrant un risque de taux d'intérêt, l'effet sur la structure et l'effet sur la solvabilité d'une modification des taux d'intérêt sont considérés comme peu significatifs.

IRRBA1: RISQUE DE TAUX

INFORMATIONS QUANTITATIVES SUR LA STRUCTURE DES POSITIONS ET LA REDÉFINITION DES TAUX

En milliers de CHF

	Volumes en millions de CHF			Délais moyens de redéfinition des taux (en années)	
	Total	Dont CHF	Dont autres devises significatives*	Total	Dont CHF
Date de redéfinition du taux définie					
Créances sur les banques	275	250	25	0.0	0.0
Créances sur la clientèle	570	162	384	0.1	0.1
Immobilisations financières	266	88	168	0.5	0.5
Autres créances	-	-	-	-	-
Créances découlant de dérivés de taux	-	-	-	-	-
Engagements envers les banques	-	-	-	0.0	0.0
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	122	13	102	0.2	0.2
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	-	-	-	-	-
Autres engagements	-	-	-	-	-
Date de redéfinition du taux non définie					
Créances sur les banques	-	-	-	0.0	0.0
Créances sur la clientèle	99	1	96	0.0	0.0
Autres créances à vue	23	1	21	0.0	0.0
Engagements à vue sous forme de compte privés et de comptes courants	1 458	492	879	0.0	0.0
Autres engagements à vue	-	-	-	-	-
Total	2 814	1 007	1 675	-	-

*représentant plus de 10 % des valeurs patrimoniales ou des engagements de la somme de bilan.

TABLEAU IRRBB1: RISQUE DE TAUX INFORMATIONS QUANTITATIVES SUR LA VALEUR ÉCONOMIQUE ET LA VALEUR DE RENDEMENT

En milliers de CHF

	ΔEVE (fluctuation de la valeur économique)		ΔNII (fluctuation de la valeur de rendement)	
	2024	2023	2024	2023
Hausse parallèle	-	-2 916	-	15 948
Baisse parallèle	-	3 012	-	-15 948
Choc dit steepener ¹	-	1 434	-	-
Choc dit flattener ²	-	-1 916	-	-
Hausse des taux à court terme	-	-2 641	-	-
Baisse des taux à court terme	-	2 701	-	-
Maximum	-	-2 916	-	-
Période	2024	2023	2024	2023
Fonds propres de base (Tier 1)	-	216 259	-	216 259

ORA: RISQUES OPÉRATIONNELS INDICATIONS GÉNÉRALES

Le risque opérationnel est défini à la page 25 du présent rapport.

La propension au risque opérationnel est particulièrement réduite. A ce titre, aucune limite en matière de pertes opérationnelles «acceptables» n'est octroyée. Tout incident opérationnel – avec ou sans incidence financière – fait l'objet d'une analyse approfondie afin d'en déterminer l'origine, la cause et les responsabilités. Des mesures adéquates de remédiation de la cause sont appliquées afin d'éviter qu'un incident ne se reproduise.

Les collaborateurs du Groupe sont sensibilisés à la possibilité de survenance de risques opérationnels afin de réaliser leurs tâches avec diligence, soin, efficacité et efficience en gardant à l'esprit la confidentialité, le secret bancaire, la sauvegarde des intérêts des Clients du Groupe, et une recherche permanente de qualité et d'amélioration ainsi que de réduction des risques. Chaque collaborateur est formé, dans son domaine d'activité, à une fréquence régulière en vue de maintenir et d'améliorer ses compétences pour évaluer ses activités et les risques opérationnels qu'il engendre, en limiter la survenance ou l'impact au moyen d'activités de contrôle, identifier la survenance d'un risque opérationnel et la communiquer immédiatement aux instances compétentes.

En matière de risques opérationnels, la propension aux risques n'est en général pas définie par des limites de nature quantitative, mais au travers d'indicateurs de mesure de risque (Key Risk Indicators). Ces derniers sont destinés à évaluer le risque opérationnel découlant des activités, processus et systèmes par ligne de métier. Ils font l'objet de reporting à fréquence régulière, en général établis par la fonction Contrôle des risques et analysés au sein du Comité risques de l'entité du Groupe ou de la ligne de métier concernée. En fonction du seuil atteint par l'indicateur, des commentaires sont requis des propriétaires de l'activité, voire la mise en place de mesures correctives afin de rétablir un profil de risque conforme à la propension au risque prédéfinie. Les indicateurs de risque et leurs seuils font l'objet d'une revue au minimum annuelle.

Chaque entité opérationnelle du Groupe a mis en place un plan de continuité d'activité (Business Continuity Plan) afin d'assurer la reprise des activités et de protéger les actifs de ses Clients. Ce plan tient compte des activités de l'entité du Groupe concernée telles qu'elles ressortent de son règlement d'organisation, ainsi que de divers scénarios et situations de crise dues à des sinistres ou des catastrophes majeures. Le concept du plan est évalué de manière continue par un Comité spécialisé au sein de l'entité concernée, afin de déterminer la pertinence de la stratégie et d'identifier les modifications à apporter. Son efficacité est testée annuellement. La stratégie de continuité tient compte des exigences réglementaires locales.

Le Groupe Mirabaud applique l'approche de l'indicateur de base au sens de l'art. 92 OFR pour l'établissement des exigences de fonds propres au titre des risques opérationnels.

Rapport de l'organe de révision

Au collège des Associés de Mirabaud SCA

Rapport sur l'audit des comptes consolidés

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Mirabaud SCA et de ses entités affiliées (collectivement, « le Groupe »), comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2024, le compte de résultat consolidé, l'état des capitaux propres consolidés et le tableau de flux de trésorerie consolidé pour l'exercice arrêté à cette date ainsi que l'annexe aux comptes consolidés, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes consolidés (pages 14 to 54) donnent, dans tous leurs aspects significatifs une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2024 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice arrêté à cette date conformément aux prescriptions comptables pour les banques et sont conformes à la loi suisse.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (« NA-CH »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés » de notre rapport.

Nous sommes indépendants du Groupe, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à l'Administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport annuel, à l'exception des comptes consolidés et de notre rapport correspondant.

Notre opinion sur les comptes consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune conclusion d'audit sous quelque forme que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes consolidés ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités de l'Administration relatives aux comptes consolidés

L'Administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés conformément aux dispositions légales et aux statuts. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'elle juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, l'Administration est responsable d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Elle a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité du Groupe à poursuivre ses activités et d'établir le bilan sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf si l'Administration a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser l'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une plus ample description de nos responsabilités relatives à l'audit des comptes consolidés est disponible sur le site Internet d'EXPERTSuisse : <http://expertsuisse.ch/fr-ch/audit-rapport-de-revision>. Cette description fait partie intégrante de notre rapport.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions de l'Administration.

Nous vous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Deloitte SA



Alexandre Buga
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable



Alexandra Maillard
Expert-réviseur agréé

Genève, le 15 avril 2025

